

**Université de Pau et des Pays de l'Adour
Collège Sciences Sociales et Humanités
Institut Fédératif de recherches sur les Transitions Juridiques**

**Poste à pourvoir :
Post-doctorat en droit**

Sujet : Analyse juridique des mécanismes de participation citoyenne existants et leur mise en conformité avec les exigences législatives et internationales

Quotité	100%
Nature et durée du contrat	CDD de 1 an, renouvelable 1 an
Localisation	Pau, UPPA, avec déplacements fréquents sur le territoire landais
Affectation	Institut Fédératif de recherche sur les Transitions Juridiques
Rattachement hiérarchique	Titulaire académique de la Chaire ADITUS
Diplôme	Doctorat en droit public, droit administratif, droit de la santé, action sociale
Rémunération	Selon grille fonction publique et expérience professionnelle

Environnement de travail

L'étude post-doctorale sera réalisée dans le cadre de la Chaire Accessibilité, Autodétermination et Transitions juridiques – ADITUS. La Chaire promeut l'accès au droit commun des personnes en situation de handicap et vise à assurer leur participation effective au processus d'élaboration des politiques publiques. L'approche par le droit constitue la colonne vertébrale de la Chaire. Copilotée par Stéphanie Rabiller, Maîtresse de conférences HDR en droit public, et Jérémie Boroy, personne concernée, actuellement Président du CNCPH, la Chaire s'appuie sur des instances regroupant experts, forces vives des territoires partenaires et personnes concernées. L'ambition est de construire un observatoire et un lieu-ressource pour tous, original et innovant.

La Chaire est adossée à l'Institut Fédératif de recherches sur les Transitions Juridiques – IFTJ- qui est une structure de recherche d'inspiration généraliste et transversale en droit public, droit privé et sciences criminelles dirigée par Denys De Béchillon.

La Chaire profite également du Programme de recherche sanitaire, social et médico-social – Programme 3S, axe stratégique de l'IFTJ, dirigé par Stéphanie Rabiller. L'idée de faire de ce secteur un champ d'investigation, d'action et de réflexion est intimement liée à l'évolution de l'environnement national et européen, au changement des compétences des professionnels et à l'accroissement de la place des personnes concernées.

Contexte et objectifs généraux

Les cadres législatifs et conventionnels (loi n° 2005-102 du 11 février 2005, Convention relative aux droits des personnes handicapées – CDPH) consacrent le principe d'accessibilité et la nécessité de garantir une participation active des personnes concernées dans l'élaboration des politiques publiques. Toutefois, la mise en œuvre concrète de ces principes et obligations varie largement d'un territoire à l'autre.

L'étude post-doctorale qui devra être réalisée portera spécifiquement sur l'analyse juridique des mécanismes de participation citoyenne existants et sur leur mise en conformité avec les exigences de la loi et des engagements internationaux.

Missions principales

1. Diagnostic juridique initial
2. Évaluation du cadre juridique et proposition d'évolutions
3. Expérimentation de nouveaux mécanismes de participation
4. Coordination institutionnelle
5. Formation et sensibilisation
6. Réalisation et rédaction des livrables
7. Communication et valorisation des résultats

Le post-doctorant sera en charge de piloter cette recherche-action, en interaction avec les différents partenaires (Département, ARS, État, collectivités volontaires, associations).

Livrables attendus

1. Diagnostic initial de l'accessibilité des instances de participation
2. Livre blanc incluant la propositions d'évolutions normatives
3. Dispositif expérimental
4. Rapport intermédiaire et rapport final de recherche-action

Profil recherché

Formation : Doctorat en droit public, droit administratif, droit de la santé, action sociale

Compétences :

- connaissances approfondies en droit ;
- maîtrise des méthodes d'évaluation des politiques publiques et d'analyse juridique ;
- aptitude au travail partenarial et à la coordination d'acteurs multiples (associations, élus, administrations, etc.) ;
- capacités rédactionnelles (rapports, notes juridiques) ;
- aisance à l'oral pour animer réunions et formations.

Qualités humaines et relationnelles :

- esprit d'analyse, rigueur, sens de l'écoute et du dialogue ;
- ouverture à l'innovation juridique et forte motivation pour faire évoluer les pratiques ;
- autonomie, capacité d'adaptation et force de proposition.

Merci d'adresser votre CV, votre lettre de motivation et tout document justifiant de votre expérience en recherche juridique et en gestion de projets (publications, références) **au plus tard le 15 juillet 2025** aux contacts suivants :

stephanie.rabiller@univ-pau.fr

elisa.fois@univ-pau.fr

tdemay@univ-pau.fr

Les candidats retenus seront contactés après cette date. Les auditions auront lieu la semaine du 21 juillet pour une prise de poste au plus tard le 1^{er} septembre 2025.